

424

10



Numéro 16



# L'INSURGÉ

ORGANE SOCIALISTE DE LIBÉRATION PROLÉTARIENNE

Liberté, égalité, Mort au Tyrans.  
Convention 1792

Vivre en travaillant ou mourir en combattant.  
Les Canuts de Lyon

**POUR L'ESCLAVAGE JEUNES RÉPONDEZ NON !  
TOUS - AIDEZ - LES**

## Attention au tournant

Sans qu'on puisse prédire une fin prochaine des hostilités on voit les hommes d'Etat et les diplomates s'agiter; déjà, on sent que les marchandages impérialistes commencent pour le jour du grand règlement. Vichy ne reste pas à l'écart, et par des négociations plus ou moins souterraines, essaie de sauvegarder quelques "intérêts", par exemple quelques intérêts coloniaux.

Attention !

Si les peuples, une fois de plus, laissent faire la paix par-dessus leur tête, sans s'inviter, brutalement s'il le faut, à cette nouvelle "conférence", malheur à eux, malheur à nous !

Deux dangers très grands nous menacent :

1° Si nous laissons faire une paix impérialiste, à la "Versaillaise", selon la loi du vainqueur, une paix qui maintienne les nationalismes affrontés et les rivalités de trusts, ce sera de nouveau **LA GUERRE** dans un avenir prochain, — nous savons aujourd'hui que c'est en moyenne une génération.

2° Si nous laissons se maintenir le régime capitaliste les travailleurs auront à supporter : les frais des réparations de cette guerre ; la préparation de la prochaine ; l'exploitation persistante du travail par le capital. Ce sera **LA MISÈRE**.

La misère et la guerre ! toujours !

Si nous voulons les éviter il faut veiller au grain. Il faut faire l'impossible pour que la guerre aboutisse : d'une part, à l'organisation d'une Europe fédéraliste qui écarte au moins toute guerre continentale ; et d'autre part, à un bond en avant vers le socialisme. Pour cela, comme le disait notre numéro du 1<sup>er</sup> Mai, il faut "nous (les travailleurs) nous emparer de l'économie et du pouvoir".

Mais pour cela que faire ? Eh bien

1° Pour avoir un mot à dire au moment décisif il faut être armé. Il faut que les travailleurs et les techniciens entrent aussi nombreux que possible dans les groupes de francs-tireurs et dans les organisations camouflées de l'armée, et préparent ainsi le noyau d'une armée rouge prolétarienne.

2° Il faut renforcer les Syndicats pour les préparer au rôle capital qu'ils peuvent et doivent jouer dans le monde socialiste qu'il nous faudra édifier.

## La constitution du Gouvernement d'Alger

Les pourpalers de Gaulle - Giraud ont enfin abouti à la création d'un Comité National de Libération qui siège à Alger et où Gaullistes et Giraudistes se trouvent en nombre égal.

Le Comité doit être considéré comme le gouvernement provisoire de l'Empire français libéré de la tutelle hitlérienne : la France Combattante pourra désormais avoir son siège à Alger, en territoire français et non plus à Londres dans l'émigration. Ce Comité pourra et devra représenter les territoires français libérés dans le concert des Nations Unies sur un pied d'égalité avec les autres gouvernements alliés : de cela, nous ne pouvons que nous féliciter, et souhaiter qu'il soit promptement reconnu par ces derniers. Tous les territoires français libérés pourront maintenant être traités par les Nations unies comme territoires alliés et non plus comme pays conquis ou occupés et nous aurions aimé que le roi d'Angleterre s'il désirait se rendre en Afrique du Nord, le fit sur invitation des autorités françaises. De même, nous ne pouvons qu'approuver la reconnaissance par ce Comité du principe républicain et l'annulation en bloc de toutes les lois de Vichy.

Mais le rétablissement de la souveraineté française dans les territoires coloniaux sous une direction unique et autonome ne résoud pas tous les problèmes, tout d'abord nous n'oublions pas qu'il s'agit là de territoires peuplés en majeure partie par des populations indigènes qui ont leurs revendications propres à faire prévaloir et leurs besoins à satisfaire. Mais d'autre part si nous nous réjouissons de l'existence de ce Comité si nous voulons voir siéger à Alger un véritable gouvernement français nous ne saurions en approuver sans réserve la composition et la politique. Nous savons en effet ce que représente Giraud et les siens : les éléments ex-vichyssois qui soit par sentiment nationaliste sincère, soit par absence de foi en la victoire allemande, se séparent aujourd'hui de Pétain trop compromis par Laval dans la collaboration, et rallient la cause des Anglo-saxons tout en tentant de maintenir les principes fascistes de la Révolution Nationale.

Nous approuvons de Gaulle d'avoir posé comme condition l'élimination de tous les fonctionnaires d'autorité gouverneurs de colonies, préfets, etc. qui ont servi Vichy.

Chatel, Noguès, Boisson, Peyrouton mais alors nous nous demandons ce que font en Afrique du Nord le général Juin ou le général Georges, ce dernier grand responsable de la débâcle de 1940, ancien adjoint de Gamelin et de Weygand. Et quand nous apprenons que Giraud veut lors de la libération du territoire métropolitain confier le pouvoir aux conseils généraux, représentation des éléments les plus réactionnaires des campagnes nous nous permettons à la fois de hausser les épaules et de crier gare au fascisme camouflé.

Aussi notre satisfaction de voir les colonies françaises libérées et douées d'un gouvernement français pouvant représenter ces immenses territoires auprès des Nations Alliées ne nous empêchera pas de combattre éventuellement sa politique et de critiquer et même dénoncer l'activité réactionnaire que les gros colons, les représentants des banques et des trusts, les anciens ministres et hauts fonctionnaires vichyssois continuent à déployer librement en Afrique du Nord.

al é itv  
6 2851

**LA VÉRITÉ SUR LES INCIDENTS DU PUY-DE-DOME**

La presse a donné de la bagarre intervenue entre les francs tireurs et les gendarmes d'un village du Puy-de-Dôme une version ou la fantaisie le dispute à l'odieux.

Selon la presse vichyssoise des bandes armées dirigées par des repris de justice auraient sans motif attaqué un poste de gendarmerie, tué un gendarme et blessé un autre.

Or parmi les soi-disant agresseurs arrêtés ensuite, ne se trouve absolument aucun repris de justice mais seulement des jeunes gens qui refusent de se laisser déporter en Allemagne.

En réalité voici comment les faits se sont déroulés : les gendarmes ayant appréhendé quelques jeunes gens s'étaient formellement engagés à les libérer le soir même après vérification d'identité. C'est lorsqu'ils ont refusé de tenir leur parole et ont voulu maintenir ces jeunes gens en état d'arrestation, que leurs camarades ont décidé de "tenir les promesses des autres" et de délivrer leurs compagnons.

Le chef de la gendarmerie ayant alors pris l'initiative de faire usage des armes, les francs tireurs se défendirent de la même manière.

L'attitude de ce fonctionnaire trop vite enclin à servir ses maîtres de Vichy et de Berlin a été très sévèrement jugée par l'ensemble de la population auvergnate et par de nombreux gendarmes, dont toute la sympathie va à ceux qui résistent aux injonctions d'Hitler.

**La déportation**

La déportation en masse continue aujourd'hui c'est le tour des jeunes.

Ici nous ne pouvons que répéter le même mot d'ordre lancé à l'occasion des premières déportations : désertez, boycottez, sabotez ! Cachez vous où vous pouvez, rejoignez le plus possible les groupes de camarades au maquis.

A tous les camarades, à tous les citoyens français nous demandons de soutenir pas seulement avec leur sympathie, mais avec une aide réelle, tous ceux qui refusent de partir et leur famille.

**BOMBARDEMENTS AÉRIENS**

Le gouvernement de Vichy vient de publier une statistique sur les bombardements aériens.

Vingt et une grandes villes françaises ont été systématiquement bombardées et ravagées, dont Lorient totalement détruit. Vingt autres ont été l'objet de bombardements.

Avec un total de plus de 7.000 tués et de 14.000 blessés, des centaines de milliers de sinistrés et d'évacués.

Nous regrettons un tel ravage, nous pleurons les morts, mais la guerre a ses dures nécessités, auxquelles on ne peut pas se soustraire.

Les bombardements ne sont pas fait pour le plaisir de la destruction et de la mort. Ils sont une conséquence inévitable de la guerre, et les Alliés, dont la France, doivent

gagner.

Mais les morts et les blessés pourraient être bien moins nombreux si le gouvernement de Vichy voulait bien s'intéresser à la question des abris

Il faut reconnaître que les abris français sont les pires qu'on puisse trouver sur tout le globe. Et la majorité des morts sont dus à cette cause. Les sinistrés sont ensevelis vivants, ils ne peuvent pas sortir parce que les abris ne communiquent pas entre eux. Les conduits d'eau cassés, provoquent l'inondation, ceux du gaz l'asphyxie, parce que les ensevelis n'ont pas le temps d'en sortir par une porte de sûreté. Les équipes de sauvetage sont insuffisantes et trop lentes.

Il faut obliger le gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la vie de la population française. Demandons donc et d'urgence que les abris soient renforcés, mis en communication les uns aux autres, que les alertes soient données avant le bombardement, que les ouvriers aient toujours et partout le droit de quitter leur travail pendant les alertes ; que les quartiers où il y a des usines militaires soient évacués par les civils et que le service de sauvetage soit fait comme il se doit, vite et conséquent.

**ARRIVAGE DE LÉGUMES**

Ne croyez pas que ce soit sur nos marchés — l'histoire n'est plus de mode — mais l'on signale quelques 120 généraux français en Algérie, leurs aptitudes précédentes les eut mieux qualifiés à se rendre quelque part en Sicile préparer quelque retraite stratégique, où quelque colmatage savant. Ne croyez-vous pas que de Gaule à quelque peu raison de secouer le cocotier ou s'agrippent ces vieilles noix à culotte de peau.

**ET Les SALAUDS DE "L'UNION FRANÇAISE"**

Les bandes de sbires assassins de Philippe Dreux — osent écrire, en couvrant d'approbe le cardinal Liénart, évêque de Lille, coupable d'évoquer la prison, que les ouvriers de la "relève" . . . "se promènent à Potsdam, jouent sous les ombrages du Tieganten ou vont se baigner

à Wannsee, à moins qu'ils ne dévorent quelques pâtisseries sans tickets dans les rue de Berlin . . ."

Ce n'est pas seulement "le pilori" — ne confondons pas avec le torchon parisien cette antique méthode de justice ! — que méritent les Philippe Dreux et les Marquès, Rivière, auteurs de semblables propos. C'est douze balles. Et le plus vite possible ! . . .

al é itv